



**Quatrième session du Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit :  
« Renforcer les démocraties pour reconstruire en mieux : difficultés et perspectives ».**

**Salle XIX, Palais des Nations, et en ligne ([Zoom](#) et [UN Webcast](#))**

**PROGRAMME DE TRAVAIL**

*(version du 23 novembre 2022)*

**Jeudi 24 novembre 2022**

**10:00 - 10:30 Ouverture de la session :**

- Président du Conseil des droits de l'homme, **S.E. M. Federico Villegas**, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (par message vidéo) ;
- Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, **M. Volker Türk** (par message vidéo) ;
- Présidente de la quatrième session du Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, **S.E. Mme Patricia A. Hermanns**, Ambassadrice et Représentante permanente des Bahamas auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.

**10:30 - 13:00 Panel 1. Les leçons apprises à travers l'adversité : cartographie de l'érosion démocratique en période de pandémie**

Le panel examinera l'impact de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'état de droit et les processus et institutions démocratiques dans le monde. Il se concentrera sur les défis liés à la pandémie pour les droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information, en ligne et hors ligne, les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association et le droit de participer aux affaires publiques. Il sera également examiné la manière dont la pandémie et les réponses d'urgence qui y sont apportées ont affecté les droits humains des femmes, exacerbant les inégalités fondées sur le genre, y compris la capacité des femmes à participer aux affaires publiques.

**Panélistes :**

- **M. Thomas E. Garrett**, secrétaire général, Communauté des démocraties :  
*"Érosion démocratique et action concertée pour renforcer la résilience de la démocratie - comment faire progresser et protéger les libertés démocratiques, renforcer les institutions démocratiques et étendre la participation politique".*
- **Mme Beata Balogová**, rédactrice en chef de SME, un grand quotidien et organe de presse en Slovaquie, ancienne vice-présidente du conseil exécutif de l'Institut international de la presse :  
*"Effet des réponses COVID-19 sur les médias libres, indépendants et pluralistes - la pierre angulaire des sociétés démocratiques".*
- **Mme Raissa Belintani**, coordinatrice du programme de renforcement de l'espace démocratique à Conectas Human Rights :  
*"Impact de la pandémie et des interventions d'urgence sur les femmes, en particulier sur le droit de participer aux affaires publiques et à la prise de décision publique".*
- **M. Clément Nyaletsossi Voule**, Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association :  
*"Impact de la pandémie sur les libertés de réunion pacifique et d'association, en ligne et hors ligne".*

## Discussion

**13:00 - 15:00** Pause déjeuner et événements parallèles

**15:00 - 16:00** Discussion ciblée 1. État de la démocratie dans le monde dans le contexte post-pandémique

- **M. Staffan Ingemar Lindberg**, professeur au département des sciences politiques de l'université de Göteborg, directeur fondateur de l'institut V-Dem (université de Göteborg), chercheur principal du projet V-Dem (Varieties of Democracy).

## Discussion

**16:00 - 18:00** Panel 2. Poser les jalons de la reconstruction : renforcer les institutions et stimuler la confiance dans les pouvoirs publics

Les discussions porteront sur des outils spécifiques visant à renforcer les institutions démocratiques, notamment sur le renforcement du contrôle parlementaire et judiciaire, y compris en termes de diversité et de représentation ; l'amélioration de l'accès à la justice et aux voies de recours, y compris en ligne ; la reconnaissance des mécanismes de justice informels conformes à l'état de droit ; la promotion du respect du principe de séparation des pouvoirs et l'importance d'un pouvoir judiciaire indépendant. Les enseignements tirés de la pandémie du COVID-19 seront utilisés pour étudier les moyens d'accroître la confiance du public dans le secteur public et, ainsi, de renforcer la légitimité et l'appropriation par le public des décisions de l'État.

### Panélistes :

- **M. Charles Fombad**, professeur de droit constitutionnel comparé, Centre des droits de l'homme, Université de Pretoria ; directeur de l'Institut de droit international et comparé en Afrique :  
*"L'Afrique post-pandémique : comment construire des institutions plus fortes et favoriser la confiance dans les gouvernements"*.
- **M. Chris Thornhill**, Professeur de droit, Université de Manchester : *"Le pouvoir exécutif et le rôle du droit international des droits de l'homme dans le redressement démocratique post-pandémique"*.
- **Mme Claudia Escobar Mejía**, avocate et ancienne juge guatémaltèque ; professeure invitée distinguée à l'université George Mason au sein du Terrorism, Transnational Crime and Corruption Center (TraCCC) ; directrice exécutive de l'organisation Be Just : *"Donner du pouvoir aux juges et favoriser la fiabilité des institutions judiciaires"*.
- **Mme Dyah Roro Esti Widya Putri**, membre de la Chambre des représentants de l'Indonésie :  
*"Renforcer le contrôle parlementaire, notamment en termes de diversité et de représentation"*.

## Discussion

### Vendredi 25 novembre 2022

**10:00 - 12:00** Panel 3. Tous solidaires : cohésion sociale, mécanismes de résilience et dispositifs de réponse à l'échelon local

La réponse globale des Nations Unies à la pandémie de COVID-19 comprend la promotion de la cohésion sociale et l'investissement dans les systèmes de résilience et de réponse communautaires comme une étape clé pour une réponse efficace en vue d'un redressement transformateur et durable. Ce panel se concentrera sur des outils et des mesures spécifiques visant à renforcer la cohésion et l'inclusion sociales afin de contribuer à des sociétés pacifiques et justes et de ne laisser personne de côté. Les discussions porteront sur l'importance d'un dialogue social constructif et d'un engagement politique accru, ainsi que sur le rôle d'une société civile dynamique, de médias libres et d'un monde universitaire engagé dans une reprise efficace. Les panélistes discuteront de la pertinence du renouvellement du contrat social afin de s'attaquer

aux disparités socio-économiques croissantes résultant de la pandémie qui faussent la justice économique et menacent la stabilité sociale et politique.

**Panélistes :**

- **Mme Julia Leininger**, chef du département "Transformation du (dés)ordre politique" à l'Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS) ; membre du conseil consultatif d'International IDEA ; membre du conseil de la Fondation pour la paix et le développement :  
*"Construire la cohésion sociale par la protection sociale et les institutions démocratiques"*.
- **Mme Tatjana Vlašić**, Médiatrice adjointe de la Croatie :  
*"Le rôle d'une société civile dynamique dans la réponse aux crises : l'espace civique dans toute sa diversité comme élément clé pour établir la confiance, amplifier la voix de celles et ceux qui ne sont pas entendus et pour développer la cohésion sociale"*.
- **M. Charles Kajoloweka**, directeur exécutif de Jeunesse et Société :  
*"Au-delà des élections : le rôle des jeunes dans l'élaboration des outils de responsabilité politique"*.
- **M. Mohamad Mansour**, directeur adjoint de l'ABAAD - Centre de ressources pour l'égalité des sexes :  
*"La citoyenneté inclusive de genre et l'importance du dialogue social pour mieux récupérer et renforcer la résilience aux chocs futurs"*.

**Discussion**

**12:00 - 13:00 Discussion ciblée 2. Mise en œuvre des recommandations des sessions précédentes du Forum**

- **Mme Jayathma Wickramanayake**, Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse (par message vidéo)
- **M. Rogier Huizenga**, responsable du programme des droits de l'homme, Union interparlementaire
- **M. Mark Cassayre**, observateur permanent de l'Organisation internationale de droit du développement auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

**Discussion**

**13:00 - 15:00 Pause déjeuner et événements parallèles**

**15:00 - 17:30 Panel 4. Mieux se prémunir contre les crises à venir : exemples à suivre pour impulser le changement**

Cette table ronde portera sur les outils spécifiques, les meilleures pratiques et les nouvelles initiatives qui visent à renforcer les garanties démocratiques, tout en améliorant la préparation aux crises futures. Les participants évalueront les avantages et les risques pour les démocraties d'une transformation numérique accélérée et discuteront des meilleures pratiques conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme. La discussion portera également sur les moyens d'améliorer les systèmes de protection sociale afin de renforcer la résilience des sociétés face aux chocs futurs.

**Panélistes :**

- **M. Rodrigo Uprimny Yepes**, professeur émérite à l'Université nationale de Colombie ; membre et chercheur principal au Centre d'études Dejusticia ; membre de la Commission internationale des juristes ; membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (par message vidéo) :  
*"Le renforcement de la protection des droits économiques, sociaux et culturels et de l'état de droit comme moyen de lutter contre l'aggravation des disparités socio-économiques et des attitudes autoritaires résultant de la pandémie"*.
- **Mme Claudia Chwalisz**, fondatrice et directrice générale de DemocracyNext ; ancienne responsable de la participation citoyenne innovante à l'OCDE :  
*"Participation innovante des citoyens et nouvelles institutions démocratiques"*.
- **Mme Nighat Dad**, fondatrice de la Digital Rights Foundation, membre de la Commission de l'information et de la démocratie ; membre du Conseil de surveillance de Meta :

*"La transformation numérique accélérée comme un changement sismique qui façonnera le 21ème siècle : reconnaître les avantages et les risques pour les démocraties".*

- **Ms. Courtenay Howe**, conseillère principale en plaidoyer à STOPAIDS et chef de projet à la plate-forme pour les représentants de la société civile et de la communauté d'ACT-A:

*"Promotion des principes des droits de l'homme dans le prochain traité de l'OMS sur les pandémies : Demandes et attentes de la société civile et limites".*

#### **Discussion**

#### **17:30 - 18:00 Clôture de la session :**

- Remarques finales de la Présidente de la quatrième session du Forum sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit.